

1er mai, 2 épidémies à combattre le virus et le capitalisme

Le 1er mai est le jour où les travailleurs et travailleuses du monde entier se lèvent et s'organisent dans une solidarité sans frontières. La grève du 1er mai 1886 à Chicago inaugure une séquence qui conduit à l'obtention de la journée de 8 heures pour les travailleurs et travailleuses américain-es et, en un sens, pour celles et ceux du monde entier dans les années qui suivent. Ces événements ont pour conséquence une répression extrêmement violente de la manifestation du 4 mai à Haymarket, à Chicago, durant laquelle la police ouvre le feu sur les manifestant-es. Un procès inique, tout à la charge des syndicalistes, condamne à la pendaison 8 d'entre eux. Ce moment de l'histoire est un condensé de la lutte des classes. 134 ans plus tard, le monde s'apprête à vivre un 1er mai, devenu journée internationale des droits des travailleurs et travailleuses, dans le confinement pour la plupart des pays. Les manifestations traditionnelles n'auront pas lieu cette année. Pourtant, en 2020, cette journée, qui est à la fois un rappel des luttes passées et l'expression d'exigences sociales, est plus que jamais d'actualité.

Partout dans le monde cette année

A Hong Kong, en Algérie, au Liban, au Chili, la population est massivement sortie dans les rues pour le respect de droits humains fondamentaux : la liberté politique contre la dictature, l'égalité et la justice sociale contre des systèmes politiques corrompus et soumis aux exigences du capital. Ce dernier s'est plus que jamais montré dans la violence crue qui le caractérise. Sa réponse aux exigences de justice sociale a été partout : violences policières et militaires, répression par des tribunaux aux ordres, peines de prison, et dans certains pays disparitions et mort-es...

Dans le confinement, la nécessité de continuer à défendre les revendications portées dans cette période et les idéaux que porte le 1er mai se fait aussi entendre : aujourd'hui, partout, ce sont les ouvrier-ères, soignant-es, employé-es, des femmes aux premières loges qui sont au contact de la maladie pour permettre à nos sociétés de continuer à vivre.

Pour les remercier, les patrons leur refusent, dans de nombreux endroits, le droit de se protéger avec les mesures et le matériel adéquat. Quand les travailleurs et les travailleuses dénoncent cet état de fait, le couperet tombe : licenciements, pressions, chantage à l'emploi.

Le monde du travail, c'est aussi la situation des millions de travailleurs et travailleuses du secteur informel dans le monde et chez nous, sans statut protecteur, parfois sans papiers... qui sont aujourd'hui menacé-es tant par la situation sanitaire parce que non protégé-es que par un confinement qui veut dire misère et faim.

2020 : nous ne paierons ni la pandémie ni leur crise

Ce 1er mai 2020 doit nous inciter à nous préparer aux suites de la pandémie, mais aussi à l'autre catastrophe, la crise qui nous fera payer le grand loto que sont les bourses internationales.



Union
syndicale
Solidaires

le 27 avril 2020

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
01 58 39 30 20 contact@solidaires.org www.solidaires.org
fb @USolidaires twitter @UnionSolidaires



Nous n'accepterons pas les plans d'austérité que nous promettent les gouvernements capitalistes au nom de la reprise économique après la pandémie. Nous disons que nous ne payerons pas la crise économique, si prévisible. En 2008, les États ont renfloué les banques et les systèmes financiers de capitalisation qui ont été à l'origine de la crise. Les capitalistes arrosés d'argent public pour maintenir leur niveau de revenu. Ils veulent que ça recommence ! Longue tradition de s'accaparer les profits et d'appeler à l'aide dès que ces derniers baissent !

Ils en profitent en France pour imposer plus de dérogations au droit du travail, notamment pour travailler plus, et moins de pouvoir pour les représentant·es des salarié·es. Et ce sont aussi des plans de restructurations et de suppressions d'emploi massives qui s'annoncent et contre lesquels nous allons nous battre. Déjà plus de 7% de chômeur·euses ! Le monde du travail est en souffrance aujourd'hui pour des raisons sanitaires, économiques et sociales. Faisons que le déconfinement soit l'occasion de changer la donne.

Aujourd'hui nous voulons des aides, ici et ailleurs, pour ceux et celles qui sont touché·es par le chômage ou les baisses d'activité. Nos Etats qui entretiennent des relations avec nombre de pays en dominant leur économie doivent prendre des mesures radicales pour annuler les dettes, seul élément qui pourra permettre de prendre là-bas des mesures de soutien aux familles et de développement du système sanitaire.



Le 1er mai 2020 doit être le moment où nous actons collectivement et internationalement la fin d'un monde et le début d'un autre !

Le 1er mai, on s'empare du jour d'après et on commence à le construire !

Les travailleurs et les travailleuses pourront changer ce système qui, décidément, doit dégager, pour reprendre le slogan du Hirak en Algérie !

Le réseau international des travailleurs et travailleuses d'Amazon "Amazon Workers International"

La façon dont Amazon, leader mondial de la logistique, grand bénéficiaire de la pandémie, traite ses salarié·es, au contact quotidien avec la contamination du Covid-19 et ceux et celles qui le dénoncent est emblématique. Licenciements aux États-Unis des salarié·es lanceurs et lanceuses d'alerte, refus du droit de retrait en France et mensonges aux médias sur les mesures prises, chantage à la délocalisation. Amazon, le capitalisme contemporain dans toute sa splendeur, dans toute son horreur humaine et économique. La coordination au niveau transnational des collectifs de travail au sein des entrepôts d'Amazon est primordiale pour lutter contre les pratiques de la multinationale. En mars, une rencontre du réseau qui s'appelle désormais « Amazon Workers International » était organisée dans les environs de Madrid. Le réseau regroupe des équipes de travailleur·euses d'entrepôts ainsi que des collectifs activistes d'Allemagne, de Pologne, d'Espagne, d'Italie, de France, de Suède, de Slovaquie et des États Unis. Lors de cette rencontre il a été question de prendre la mesure de la crise qui arrivait et de ses conséquences au sein des entrepôts, avec ces revendications mises en avant : protection des salarié·es, fermeture des services, maintien des salaires. Il a été décidé que la prochaine rencontre d'Amazon Workers International se tiendra à la fin du mois de septembre prochain, si c'est possible, à Lille. Un « comité » est également en charge du suivi et des discussions. La répression aux États-Unis contre les salarié·es qui ont demandé à Amazon d'assurer la sécurité dans les entrepôts, les décisions des tribunaux français qui ont reconnu les manques d'Amazon France en matière de sécurité en période de pandémie montrent plus que jamais la nécessité de construire les ripostes au niveau international. Dans d'autres secteurs, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, dont Solidaires est l'un des membres fondateurs, s'efforce de construire des solidarités et actions.

<http://www.laboursolidarity.org/>

Voir le dossier Amazon sur le site de Solidaires :

<https://solidaires.org/Fermons-Amazon>

